

Elle réagit à l'appel de Gaïd Salah

L'opposition : “Le véritable danger pour la nation est l'actuel régime”

Les partis d'opposition ont réagi hier aux déclarations de Gaïd Salah. S'ils ne nient pas l'ampleur du risque qui plane sur le pays, au vu de la dégradation de la situation sécuritaire dans bon nombre de pays voisins, ils regrettent, néanmoins, que le pouvoir continue d'ignorer les autres dangers, non moins importants, auxquels le pays est également exposé. Ils font référence aux problèmes politiques, économiques et sociaux, conséquence, accusent-ils, de la “mauvaise gouvernance”. D'où leur soupçon que la menace sécuritaire brandie, une fois de plus, par le pouvoir, n'exprime, en réalité, que sa volonté de contourner le débat sur les questions internes, lesquelles ne menacent pas moins la stabilité du pays. “Il est regrettable qu'en Algérie, nos gouvernants brandissent la menace sécuritaire, souvent par calcul, pour des considérations claniques ou pour faire face à leur isolement”, note, en effet, le secrétaire national chargé de la communication du Rassemblement pour la culture et la démocratie, (RCD), Athmane Mazouz, qui rappelle que “cette menace n'est pas nouvelle”. De son point de vue, “le véritable danger pour la nation est l'actuel régime qui n'arrive plus à sensibiliser la société sur de sérieux périls”. Pour lui, aujourd'hui, “tous les ingrédients sur la sécurité nationale sont réunis”. Et il refuse ainsi de croire qu’“avec un pouvoir isolé, illégitime et sans base sociologique suffisamment ancrée dans la société, que la menace sera endiguée”. Pour sa part, le chef du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abderrezak Makri, même s'il s'affiche solidaire avec l'armée et les services de sécurité, il n'en demeure pas moins dubitatif quant aux visées réelles de cet appel du pouvoir lancé aux Algériens. “Oui, il faut qu'il y ait une solidarité avec l'armée pour faire face au danger sécuritaire. Tout le monde est d'accord là-dessus. Mais le réel danger qui guette le pays reste surtout la faillite économique, résultat de la mauvaise gouvernance qui a fait que la facture d'importation du pays ait connu une augmentation de 500% de 2001 à ce jour. Donc, on ne peut pas dissocier la situation sécuritaire à la gouvernance”, a-t-il commenté. Pour M. Makri, la bonne gouvernance implique l'existence d'un contre-pouvoir, sans quoi, on ne peut parler de démocratie, laquelle exige de passer par des élections libres et transparentes. Abondant dans le même sens, le président de Jil Jadid, Soufiane Djilali, soupçonne, quant à lui, que l'alerte sonnée par le chef d'état-major n'exprime qu'une tentative du pouvoir de “faire taire les critiques” constamment proférées contre lui. M. Djilali juge, en outre, que le rôle d'interpeller le peuple n'échoit pas au responsable de l'armée, car il relève des prérogatives exclusives du président de la République. Le président de Jil Jadid, parti formant, au même titre que le MSP et le RCD, la Coordination pour les libertés et la transition démocratique (Cltd), doute davantage de la volonté du pouvoir d'autant qu'il vient d'accepter d'accueillir l'ancien ministre de l'Énergie, Chakib Khelil. “Je ne vois pas comment, ils (les décideurs) parlent de cohésion sociale au moment même où ils accueillent Chakib Khelil”, ironise-t-il.

F. A.